



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la condition féminine

FEWO



NUMÉRO 026



1^{re} SESSION



41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 28 mars 2012



Présidente

Mme Irene Mathysen

Comité permanent de la condition féminine

Le mercredi 28 mars 2012

• (1530)

[Traduction]

La présidente (Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD)): Bienvenue au comité.

Nous recevons aujourd'hui Jane Stinson, directrice du Projet FemNorthNet et Brigitte Ginn, membre du conseil d'administration de l'Institut canadien de recherches sur les femmes. Nous allons également entendre le témoignage, par vidéoconférence, à partir de London en Ontario, de Claire Crooks, membre du conseil d'administration de la Fondation canadienne des femmes.

Merci infiniment de participer à notre comité et de nous apporter des renseignements et votre sagesse afin que nous puissions présenter un excellent rapport au Parlement du Canada.

Je voudrais commencer par l'ICREF. Vous disposez de 10 minutes pour vous deux et nous passerons ensuite à la période de questions et réponses. Veuillez commencer.

Mme Brigitte Ginn (membre du conseil d'administration, Institut canadien de recherches sur les femmes): Bonjour. Je m'appelle Brigitte Ginn, je suis membre du conseil d'administration de l'ICREF et j'ai été récemment élue présidente du comité des communications. Je suis accompagnée de Jane Stinson, la directrice du Projet FemNorthNet. Nous nous réjouissons de pouvoir parler avec vous aujourd'hui de l'amélioration des perspectives économiques des jeunes femmes au Canada.

Je voudrais d'abord reconnaître que nous sommes sur le territoire des Algonquins et leur dire *meegwetch* de partager leur territoire avec moi aujourd'hui.

L'ICREF, l'Institut canadien de recherches sur les femmes, a célébré cette année le 35^e anniversaire de sa longue histoire au cours de laquelle nous avons suivi la situation économique et sociale des femmes et des jeunes femmes au Canada en faisant des recherches novatrices.

Je vais commencer par parler de moi et des difficultés que j'ai éprouvées pendant ma jeunesse en tant que jeune femme. Ma mère a dû, à un jeune âge, élever seule ses trois enfants. Elle a été forcée de travailler autant qu'elle le pouvait pour joindre les deux bouts. Nous avons toujours été bien nourris et nous avons eu un toit au-dessus de nos têtes parce qu'elle a travaillé très fort en donnant toujours la priorité à ses enfants. Ce faisant, elle a négligé ses propres besoins et sa santé. C'est l'histoire de bien des femmes. Nous avons fait partie du grand pourcentage de familles monoparentales qui vivaient dans la pauvreté au Canada.

Quand j'ai eu 18 ans, j'ai décidé d'aller à l'université pour suivre des programmes d'étude des femmes et des Autochtones. Pendant ces quatre ans, je me suis rendu compte que l'injustice, le racisme et le sexisme étaient toujours bien vivants au Canada. Pendant cette période, j'ai survécu à une relation abusive et violente et aux agressions racistes et sexistes des étudiants du sexe masculin, ici, à

l'Université d'Ottawa, parce que j'étais d'origine autochtone et une jeune femme qui étudiait dans ces deux domaines.

Aujourd'hui, je suis âgée de 22 ans, féministe et une diplômée de fraîche date qui est endettée parce qu'elle a décidé d'aller à l'université, mais ne peut pas trouver d'emploi dans son domaine à cause des coupes dans le domaine de la recherche et dans les services publics. Je suis une jeune femme qui se demande où est sa place dans l'économie actuelle. Mon histoire n'est qu'un des nombreux exemples des luttes constantes des jeunes femmes. Il suffit de voir le taux de chômage des jeunes femmes.

Notre gouvernement et ses politiques à l'égard des jeunes femmes ont des conséquences négatives sur notre éducation, notre santé et notre emploi. Par exemple, les frais de scolarité élevés et les suppressions d'emplois dans les services publics et la recherche font du tort aux jeunes femmes et accentuent leur inégalité sociale et économique. Par conséquent, nous continuons de lutter pour faire reconnaître notre droit de faire partie de notre économie en plein essor, de participer à l'élaboration des politiques, des programmes et des lois qui nous touchent directement.

Ce que je vous ai raconté aujourd'hui n'est qu'un exemple de la lutte que doivent encore livrer de nombreuses jeunes femmes contre la pauvreté, la violence et l'injustice qui minent leur confiance en elles et leur potentiel. De nombreuses femmes doivent revendiquer leur patrimoine, leur identité, leur culture et leur terre. C'est surtout le cas des femmes autochtones.

Nous reconnaissons que nous devons revitaliser notre façon de vivre traditionnelle que nous avons perdue à cause de la colonisation. Pour améliorer le sort de notre peuple et de nos communautés et pour rétablir notre équilibre, notre gouvernement doit accorder aux femmes les moyens et l'argent nécessaires pour développer leur potentiel de leadership et acquérir les compétences dont nous avons besoin dans nos communautés, nos carrières et nos vies personnelles. Il faut promouvoir la participation de ces femmes à la vie économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du pays. Notre avenir en dépend, car les femmes sont au cœur de la communauté. Si vous voulez un Canada prospère et plus fort, il faut la pleine participation des jeunes femmes.

Nous nous devons de souligner combien il est important que le gouvernement continue de financer la recherche et l'action sur l'égalité des sexes au niveau national. Par exemple, un groupe de jeunes femmes a formé un caucus des jeunes au sein de l'ICREF, dans le but de rejoindre les autres jeunes femmes pour les encourager à participer. Nous appelons ce groupe l'équipe de l'engagement, la communication et l'ouverture ou ECO. Cette équipe a accompli de nombreuses choses et a surtout cherché à utiliser les médias sociaux pour promouvoir l'engagement des jeunes et des Autochtones envers l'ICREF. Je suis maintenant la présidente de ce comité. Notre équipe m'a donné l'occasion d'acquérir des compétences professionnelles, sur le plan du leadership, du travail individuel et collectif et des prises de décisions.

L'équipe ECO témoigne du rôle important que l'ICREF joue en tant qu'organisme de femmes pour aider à améliorer les perspectives économiques des jeunes femmes au Canada. Nos idées et notre caucus continuent à se développer, mais en raison du manque de financement, il nous est difficile de répondre facilement aux problèmes actuels des jeunes femmes.

Pour créer une économie équilibrée qui bénéficiera d'idées et de solutions novatrices, il est absolument essentiel d'avoir un refuge où les jeunes femmes peuvent parler librement, à l'aise et en sécurité, où elles peuvent partager leurs expériences, leurs idées et leurs rêves, tout cela dans l'espoir d'améliorer la vie des femmes. L'ICREF est précisément un endroit qui donne aux femmes la possibilité de développer leurs connaissances et de travailler activement ensemble à promouvoir et à faire progresser la justice sociale, l'égalité et une économie durable pour tous.

• (1535)

Merci.

Mme Jane Stinson (directrice, Projet FemNorthNet, Institut canadien de recherches sur les femmes): Je vais continuer pendant le temps qu'il nous reste. Je vais parler des besoins des jeunes femmes dans les communautés du Nord en m'appuyant sur les conclusions du Projet FemNorthNet de l'ICREF, dont je suis la directrice.

FemNorthNet est une alliance de recherche centrée sur trois communautés du Nord: La Loche, en Saskatchewan; Thompson, au Manitoba et Happy Valley-Goose Bay, au Labrador. Nous travaillons également en collaboration étroite avec les femmes de Labrador West.

Le réseau comprend des autorités municipales, des organismes communautaires, des organismes nationaux et des chercheurs des universités des quatre coins du pays. Il est soutenu principalement par le CRSH, le Conseil de recherches en sciences humaines vers qui l'ICREF s'est tourné pour obtenir un financement quand Condition féminine Canada a cessé de financer la recherche. Nous recevons également une subvention de Condition féminine Canada pour le développement du leadership que nous faisons avec ces partenaires communautaires et avec les femmes de ces communautés du Nord.

Les recherches que nous réalisons à FemNorthNet révèlent un besoin désespéré d'investissement dans l'infrastructure sociale pour soutenir les jeunes femmes et améliorer leurs perspectives économiques, surtout dans ces communautés du Nord. Le gouvernement fédéral a un rôle clé à jouer, à la fois en donnant l'exemple en investissant et en invitant les autres niveaux de gouvernement à investir dans l'ensemble d'infrastructures sociales qui soutiendront les perspectives économiques des jeunes femmes dans les communautés du Nord.

Nous voulons surtout insister sur le besoin d'investissements fédéraux dans le logement abordable, l'éducation postsecondaire, les services de garderie, la santé et les services sociaux pour apporter aux jeunes femmes des communautés du Nord le soutien dont elles ont besoin pour améliorer leurs perspectives économiques.

Je ne vous apprendrai rien en disant qu'il y a une crise du logement abordable, surtout dans les communautés du Nord et particulièrement dans les communautés du Nord en pleine expansion dans lesquelles nous travaillons. Le prix des logements grimpe en flèche et le nombre de sans-abri est également de plus en plus alarmant. Cette situation touche particulièrement les jeunes femmes, n'est-ce pas? Elle pose un problème particulier pour les jeunes femmes, ce qui amène certaines des personnes avec qui nous travaillons à demander qu'on fasse une priorité de l'amélioration des services à la jeunesse. Par exemple, à Thompson, le centre de crise a constaté que les femmes qui utilisent le refuge régulièrement doivent retourner vivre avec les conjoints qui les maltraitent, car il n'y a pas de logements disponibles pour elles.

Comment ces jeunes femmes peuvent-elles échapper à des relations violentes ou quitter le foyer familial et devenir indépendantes financièrement et fonder une famille sans logement abordable? Nous recommandons que le gouvernement fédéral recommence à jouer un rôle et à fournir directement des logements abordables et accessibles afin que les jeunes femmes puissent rester dans leur communauté et y améliorer leurs perspectives économiques.

L'éducation postsecondaire est également extrêmement importante. Nous savons tous combien elle est importante pour améliorer les perspectives des jeunes femmes. Des problèmes particuliers se posent dans le Nord. Souvent, vous ne pouvez pas accéder à l'éducation postsecondaire dans votre communauté ou si elle y est offerte, c'est seulement pour quelques programmes très limités. Les jeunes femmes des communautés du Nord doivent généralement quitter leur milieu pour partir loin dans le sud où elles se retrouvent isolées de leur famille et de leurs amis, sans soutien émotionnel et financier. Dans certains cas, comme dans la communauté de La Loche, en Saskatchewan, avec laquelle nous travaillons et qui parle principalement le déné, les étudiants autochtones partent s'installer dans un endroit où la langue est entièrement différente et où ils ont très peu d'appuis.

Un modèle vraiment positif que nous avons découvert ou qui a retenu notre attention dans le cadre de notre travail est celui de l'University College of the North, à Thompson, au Manitoba. C'est un programme étendu. Il assure non seulement l'éducation de la population du Nord, mais aussi un bon taux d'emploi. Il contribue également à diversifier l'économie, d'autant plus que Vale ferme sa fonderie, ce qui entraînera la perte de 400 emplois dans cette communauté.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral appuie l'établissement et l'expansion de l'éducation postsecondaire dans les communautés du Nord.

Les services de garde d'enfants ont également énormément d'importance pour permettre aux jeunes femmes de travailler pour un salaire, de recevoir une formation ou de faire des études. Dans le cadre d'une enquête menée récemment dans le Nord du Manitoba, sept femmes sur dix ont déclaré que le manque de services de garde d'enfants était le principal obstacle qui les empêchait de faire des études postsecondaires. C'est clair. Il est vraiment important d'offrir ces services si nous voulons que les jeunes femmes puissent accéder à l'éducation postsecondaire et obtenir de meilleurs emplois.

•(1540)

La dernière question dont je désire parler concerne la santé et les services sociaux. Il y en a certainement d'autres qui exigent de l'attention dans les communautés du Nord, mais c'est également un domaine dans lequel les besoins sont grands: on a besoin de services de santé, de services sociaux et surtout de services de santé mentale et de toxicomanie ainsi que d'un soutien pour les personnes handicapées.

La présidente: Désolée, madame Stinson, mais pourriez-vous conclure?

Mme Jane Stinson: Oui, certainement.

Le gouvernement fédéral doit travailler avec les provinces et les territoires pour investir, pour veiller à ce qu'on réponde aux besoins des communautés du Nord sur le plan de la santé et des services sociaux. Lorsque c'est possible, il devrait exiger, dans le cadre du processus d'évaluation environnementale, qu'une vaste analyse socioéconomique et différenciée selon les sexes soit faite des nouveaux projets de développement pour s'assurer qu'ils répondent à ces besoins sociaux.

La présidente: Merci infiniment.

Nous passons maintenant à Mme Crooks, qui dispose de 10 minutes.

Mme Claire Crooks (membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des femmes): Merci et bon après-midi.

Je suis Claire Crooks. Je siège au conseil d'administration de la Fondation canadienne des femmes, la fondation publique du Canada pour les femmes et les filles. Merci de nous avoir invitées à venir vous parler aujourd'hui.

Nous travaillons dans trois domaines: aider les femmes à faible revenu à sortir de la pauvreté, prévenir la violence contre les femmes et les filles et favoriser l'autonomisation de filles fortes et résilientes qui grandiront pour devenir des adultes productives vivant des relations sûres et saines.

Par l'entremise de notre Fonds pour les filles, nous finançons des programmes de recherche afin de renforcer leurs facteurs de protection et de mobiliser leur corps, leur esprit et leur génie. Les programmes que nous finançons créent un milieu positif entièrement féminin pour des filles de 9 à 13 ans afin de leur permettre d'explorer la science et la technologie, de nouer des relations saines avec des pairs et des adultes, d'être physiquement actives, d'acquérir une littératie financière et médiatique et surtout d'apprendre la pensée critique, d'assurer des rôles de leadership et de créer des liens sociaux solides.

Je vais répéter ce qu'a dit Mme Ginn à savoir que dans le cadre de nos programmes pour les jeunes filles autochtones, nous faisons aussi la promotion des liens culturels et du renforcement des liens avec les aînées et les autres femmes de la communauté qui jouent le rôle de mentors et c'est vraiment un aspect essentiel des programmes s'adressant à ce groupe.

Nous finançons actuellement 14 programmes destinés aux filles dans 22 collectivités du Canada. Grâce à de généreux donateurs, nous sommes en voie de doubler ce nombre. Même là, nous ne sommes en mesure de répondre qu'à 10 p. 100 des demandes que nous recevons pour ce financement.

En plus de financer des programmes communautaires de première ligne, nous étudions et diffusons les meilleures manières de s'attaquer aux causes profondes des problèmes et de susciter des changements à long terme. Nous travaillons aussi à renforcer la

capacité des organismes communautaires qui travaillent avec les femmes et les filles.

Depuis 1991, nous avons recueilli près de 65 millions de dollars auprès de particuliers et d'entreprises et nous avons investi dans plus de 1 100 programmes communautaires d'un bout à l'autre du Canada. Nous sommes désormais l'une des 10 plus importantes fondations des femmes dans le monde.

La Fondation m'a demandé de venir vous rencontrer aujourd'hui à titre de membre du conseil d'administration et en raison de mon expérience dans le domaine des comportements à risque à l'adolescence.

À la Fondation canadienne des femmes, nous croyons que le Canada ne donnera sa pleine mesure que lorsque les femmes et les filles pourront donner la leur. Les entreprises et les personnes qui soutiennent notre travail sont également de cet avis. Si nous voulons que notre économie soit saine, il faut mobiliser la totalité de notre capital humain. Il est opportun et urgent que vous examiniez des manières d'améliorer les perspectives économiques des filles.

Le message que je vais vous livrer aujourd'hui renforce celui de Mme Stinson, mais porte sur un stade plus précoce du développement des jeunes filles. Je vais traiter de trois points et faire des recommandations au sujet des perspectives économiques des filles au Canada.

Premièrement, en dépit des progrès accomplis par les femmes depuis quelques décennies, les filles du Canada sont encore aux prises avec des obstacles particuliers et importants à leur bien-être et à leurs perspectives économiques.

Deuxièmement, les recherches montrent que si les filles reçoivent du soutien leur permettant de renforcer certains facteurs de protection au stade de développement correspondant aux âges de 9 à 13 ans, elles prospèrent et deviennent des adultes productives.

Troisièmement, nous devons de toute urgence investir dans nos filles et accroître de manière importante le financement des programmes qui leur sont destinés. Nous devons soutenir les programmes qui fonctionnent et, pour cela, nous avons besoin d'une analyse comparative entre les sexes. Les mécènes privés sont appelés à jouer un rôle important mais, pour intervenir à grande échelle comme la prospérité économique future du Canada l'exige, il faut que les gouvernements participent.

En ce qui concerne les obstacles que les filles doivent affronter, je vais commencer par aborder les difficultés. Il est vrai que, lorsque les filles commencent à fréquenter l'école, elles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons en lecture et en écriture et se font plus facilement des amis. Par contre, lorsqu'elles arrivent à l'adolescence, cet avantage initial est trop souvent éclipsé par des difficultés qui auront de graves conséquences pour leur santé à long terme et leur prospérité économique.

Les filles d'aujourd'hui sont soumises à des pressions que nous, les adultes, pouvons à peine imaginer. Selon le professeur Blye Frank, de l'Université Dalhousie, les difficultés avec lesquelles une fille de 14 ans était aux prises il y a 20 ans sont celles auxquelles les filles de 9 ans d'aujourd'hui sont confrontées. Tous les jours, les filles voient des milliers d'images de femmes dans la publicité, les jeux vidéo, les émissions de télévision, les vidéos de musique et les films. L'écrasante majorité de ces femmes sont minces, grandes, belles et blanches. L'émergence des médias sociaux a amplifié ces problèmes.

Aujourd'hui, la sexualisation des filles et des femmes est répandue et croît rapidement; elle a des connotations sinistres qui vont beaucoup plus loin qu'une simple incitation à « avoir belle apparence ». Lorsque les filles sont sexualisées, leur intelligence, leur créativité — qui elles sont — deviennent d'importance secondaire. Cet état de choses a de graves conséquences pour leurs perspectives économiques futures.

Est-il alors surprenant qu'en 10^e année, les filles soient trois fois plus susceptibles que les garçons d'être déprimées? De plus, seulement 14 p. 100 des filles disent avoir confiance en elles. Malheureusement, plus de la moitié des filles du Canada disent qu'elles aimeraient être quelqu'un d'autre.

Le fait de vivre dans la pauvreté, comme c'est le cas pour près d'un enfant sur 10 au Canada aujourd'hui, limite le potentiel de tous les enfants. Et le taux élevé de violence que les filles en particulier subissent est une difficulté majeure.

• (1545)

Par exemple, si vous êtes de sexe féminin aujourd'hui au Canada, c'est entre 13 et 15 ans que vous risquez le plus d'être victime d'une agression sexuelle. La violence dans les fréquentations à l'adolescence est une expérience grave et courante partout au Canada.

Aujourd'hui, les adolescents vivant une relation amoureuse ont une chance sur trois de subir de la violence psychologique, sexuelle ou physique. Selon les rapports de police sur la violence dans les fréquentations, plus de 80 p. 100 des victimes sont de sexe féminin. La violence dans les fréquentations est l'un des prédictors les plus puissants de la violence dans les relations à l'âge adulte qui, nous le savons, est un obstacle majeur à la sécurité économique et à la participation des femmes.

Les recherches montrent clairement une triade de comportements à risques pour les adolescentes: les drogues, l'alcool et la violence. Si elles sont aux prises avec seulement un de ces problèmes, elles sont davantage susceptibles d'être aux prises avec les deux autres. Par exemple, les filles qui vivent une relation de violence présentent une prévalence accrue de toxicomanie. Elles sont aussi davantage susceptibles de faire des fugues, d'abandonner leurs études, de développer un trouble de l'alimentation, d'adopter un comportement suicidaire, d'avoir des pratiques sexuelles à risque et de tomber enceintes. Il est clair que les répercussions, et les limites à leur capacité de contribuer à l'économie, peuvent durer toute une vie.

Les filles autochtones du Canada sont particulièrement exposées aux risques de violence et de pauvreté. Chose incroyable, environ 75 p. 100 des filles autochtones de moins de 18 ans ont été victimes de violence sexuelle. Pour nous attaquer aux obstacles très sérieux qui bloquent leurs perspectives économiques futures, nous devons investir dans des programmes qui les aident à finir leurs études secondaires, à accroître leur sécurité et à atteindre leur plein potentiel.

Alors, comment ferons-nous pour aider les filles à traverser sans encombre ce champ de mines des agressions sexuelles, de la violence dans les fréquentations, de l'hypersexualisation et de la pauvreté?

Nous devons rejoindre les filles avant qu'elles s'engagent dans ce champ de mines. Nos recherches ont montré qu'avec l'aide appropriée au bon moment, entre 9 et 13 ans, les filles peuvent apprendre à remettre en question ces messages, améliorer leur estime de soi et leur sécurité et traverser avec succès l'adolescence.

Nous devons investir dans des programmes spécialement conçus pour les filles. Les filles nous ont dit à maintes reprises que ce n'est

qu'ainsi qu'elles se sentent suffisamment en sécurité pour prendre la parole et assumer des rôles de leadership. Si nous pouvons apprendre la pensée critique à une fille, lui apprendre à avoir confiance en elle et à nouer des liens sociaux solides, nous pouvons infléchir le cours de sa vie.

Les filles qui ont une pensée critique font de meilleurs choix de vie parce qu'elles savent ce qui influence leur prise de décision. Elles apprennent à reconnaître le rôle puissant joué par les médias et la pression des pairs et apprennent à pondérer ces influences en fonction de ce qu'elles veulent réellement pour elles-mêmes.

Les filles qui ont confiance en elles ont le courage de relever de nouveaux défis. Nous avons besoin d'investissements à grande échelle dans des programmes où les filles explorent les sciences et techniques et les métiers, ouvrant leurs yeux à de nouvelles possibilités. Nous devons préparer les filles, qui constituent la moitié de notre capital humain, à des carrières associées à de bons revenus et qui répondent aux besoins en travailleurs qualifiés de notre pays.

Les filles bénéficiant de liens sociaux solides — celles qui ont des liens avec l'école, des pairs prosociaux et un adulte ou un mentor qui s'occupe d'elles — éprouvent un plus fort sentiment d'appartenance et de sécurité. Elles obtiennent régulièrement de meilleurs résultats scolaires que leurs pairs moins bien connectées, ce qui crée des conditions favorables à d'autres succès scolaires et professionnels.

Les liens sociaux constituent l'un des plus puissants facteurs de protection contre toute une série de résultats négatifs. Les filles qui ont établi des liens ont des taux plus faibles de grossesses précoces, de consommation de drogue et de toxicomanie, de comportements suicidaires et de violence dans les fréquentations, des problèmes qui nuisent tous de manière importante au succès futur dans leurs études et sur le marché du travail.

Quatre-vingts pour cent des filles qui fréquentent les programmes que nous finançons accroissent leurs connaissances et leurs compétences pour ces trois facteurs de protection — la pensée critique, la confiance et les liens sociaux. Une fille nous a dit: « Je ne me sens plus comme avant. Je sais que je ne suis pas totalement sans valeur. J'avais l'habitude de penser que je ne valais pas grand-chose, et des trucs du genre. J'ai appris que je vaudrais davantage que je le croyais. » Une autre a dit: « Dans ce programme, je me sens traitée comme une personne, pas comme "juste une fille". »

Nous recommandons que le gouvernement du Canada investisse de manière importante et à grande échelle dans les filles et soutienne à l'aide d'une analyse comparative entre les sexes les programmes qui renforcent les facteurs de protection et les compétences. Nous vous recommandons de travailler en partenariat avec les autres ordres de gouvernement et les mécènes privés. C'est ainsi que nous libérerons le potentiel de la moitié de notre population et que nous aurons une société saine de même qu'une économie prospère.

Merci encore de m'avoir invitée à m'exprimer devant vous aujourd'hui.

• (1550)

La présidente: Merci beaucoup, madame Crooks. Nous apprécions vivement votre témoignage.

Nous allons maintenant passer à la partie de notre séance où nous posons des questions.

Nous allons commencer par Mme Truppe et Mme Bateman, qui disposent de sept minutes.

Mme Susan Truppe (London-Centre-Nord, PCC): Merci, madame la présidente.

Je voudrais remercier également nos témoins d'aujourd'hui. Il était très intéressant d'entendre toutes ces réflexions sur tous ces sujets.

Je voudrais féliciter la Fondation canadienne des femmes d'avoir réussi à lever 65 millions de dollars depuis 1991, comme vous l'avez dit, je crois. C'est un bon résultat.

Ma question s'adresse à la Fondation canadienne des femmes. Comme vous le savez, l'étude de notre comité porte sur les perspectives qui s'offrent aux filles, au Canada, sur le plan de la prospérité économique, de la participation à l'économie et du leadership économique et aussi les changements que Condition féminine peut apporter dans sa stratégie pour améliorer ces perspectives.

Pouvez-vous réitérer les recommandations que la Fondation canadienne des femmes souhaite faire au comité quant à la façon dont Condition féminine Canada pourrait améliorer directement la participation économique, la prospérité et le leadership des filles?

Mme Claire Crooks: Bien entendu, il n'y a pas de solution toute faite, et nous devons plutôt voir ce dont les filles ont besoin aux différentes étapes de leur développement. D'après nos recherches, entre l'âge de 9 et 13 ans, on constate une diminution importante de la confiance, du leadership et d'un bon nombre des caractéristiques nécessaires pour assurer le succès scolaire et professionnel.

J'ajouterais que nos programmes ciblent particulièrement les filles qui sont marginalisées, qui sont confrontées à d'autres obstacles, étant donné que ces difficultés sont encore plus importantes pour elles. Par exemple, nous soutenons des programmes qui établissent un lien entre des filles marginalisées et des femmes adultes solides qui jouent le rôle de mentors. Un de nos programmes a lieu dans une communauté des premières nations près de Fort McMurray. Il y a là-bas toutes sortes de difficultés au niveau communautaire.

Dans un des groupes de filles, on a commencé par leur demander quelles étaient les caractéristiques d'un dirigeant. À la question: « Qu'est-ce qu'un dirigeant? », elles ont répondu que c'était un homme, sans doute âgé et blanc — ce qui est une opinion très étroite. Vers la fin, ce qui avait vraiment changé pour elles c'est qu'elles reconnaissaient qu'elles pouvaient jouer le rôle de dirigeant dans leur communauté, que les dirigeants étaient leurs tantes, les personnes âgées et leurs mères.

Par conséquent, lorsque les filles changent d'avis à cet âge au sujet de leurs possibilités cela a pour elles d'importantes répercussions lorsqu'elles arrivent à l'école secondaire et plus loin. Il faut qu'elles puissent au moins voir que ces voies leur sont ouvertes.

Mme Susan Truppe: Excellent. Merci.

J'ai une question de plus, après quoi je céderai la parole à Mme Bateman.

La ministre de Condition féminine Canada est venue ici et elle nous a dit que notre approche repose toujours sur trois piliers: la sécurité économique, la violence et la participation démocratique. Dans le cadre de votre travail, constatez-vous qu'il y a un lien entre les mesures visant à mettre fin à la violence contre les filles et l'amélioration de leurs perspectives économiques grâce à certains de vos programmes?

Mme Claire Crooks: Absolument. Et vous pouvez le voir sous différents angles.

Du point de vue des besoins fondamentaux, un des besoins humains les plus fondamentaux est, bien entendu, la sécurité. Vous le constatez si vous travaillez auprès des femmes hébergées dans des refuges, par exemple. Il est très difficile pour les femmes qui ne sont pas en sécurité dans leur couple, qui n'ont pas un endroit pour vivre

avec leurs enfants, de chercher un programme pour reprendre leurs études ou améliorer leurs compétences. Il faut répondre à leurs besoins par ordre de priorité.

Par conséquent, tout ce qui améliore la sécurité est essentiel sur le plan des perspectives à long terme et à court terme. Les adolescentes qui vivent une relation abusive avec un partenaire dominateur auront beaucoup plus de difficulté à exercer un emploi à temps partiel ou à faire du bénévolat si leur partenaire surveille de près la façon dont elles passent leur temps libre ou est très jaloux à l'idée qu'elles pourraient travailler avec d'autres garçons.

Vous le constatez chez les adultes. Vous le constatez chez les adolescentes. Par conséquent, si l'on commence plus tôt en donnant aux filles les compétences dont elles ont besoin pour entretenir ces relations, à l'adolescence, dans un climat de sécurité et en préservant leur propre intégrité, c'est un point de départ vraiment important.

• (1555)

Mme Susan Truppe: Merci.

Madame Bateman.

Mme Joyce Bateman (Winnipeg-Centre-Sud, PCC): Merci beaucoup.

Merci à vous toutes pour vos exposés et votre présence ici aujourd'hui.

Je tiens particulièrement à remercier Mme Stinson pour ses remarques au sujet de l'University College of the North, qui se trouve à Thompson, au Manitoba. Je viens du Manitoba et c'est un succès retentissant. Cela n'enlève rien aux succès de l'Université Athabasca qui est également exceptionnelle.

Je pense que ces deux établissements — et je vous remercie de les connaître — aimeraient beaucoup servir davantage la communauté dont vous avez toutes parlé avec tant d'éloquence, car ils ont montré qu'ils pouvaient s'adapter aux besoins de la communauté. Ils desservent la communauté autochtone. Ils tiennent à répondre aux besoins des jeunes femmes dont un bon nombre sont également des jeunes mères. Ils se sont adaptés à leurs besoins et ont rendu les choses possibles.

Je considère que la sécurité économique vient avec l'éducation. Si nous pouvons permettre à ces jeunes femmes de faire des études, à leur convenance, avec leurs bébés, comme le font ces universités en ligne, souvent en personne et souvent en ligne, qui respectent beaucoup les besoins...

Pourriez-vous nous dire brièvement comment vous avez rejoint les jeunes femmes? Je considère que c'est un moyen très rentable de les rejoindre, de répondre aux besoins de sécurité économique de nos jeunes femmes. Pourriez-vous nous dire comment vous le faites dans votre communauté?

Mme Jane Stinson: Je devrais peut-être préciser que nous faisons des recherches avec nos partenaires de la communauté et que nous ne rejoignons pas directement...

Mme Joyce Bateman: Mais vous travaillez en collaboration avec...?

Mme Jane Stinson: Nous voulons certainement favoriser et promouvoir le modèle d'une université comme l'University College of the North et demander qu'il soit repris ailleurs, car comme vous le dites, il a du succès. Ce que nous voyons...

Mme Joyce Bateman: Je suis seulement curieuse. Pourquoi voulez-vous que ce modèle soit reproduit ailleurs? Car cette université se ferait un plaisir de desservir... Je veux dire que l'Université Athabasca, par exemple, répond aux besoins des Canadiens de tout le pays et que sa capacité augmente avec chaque client supplémentaire.

Mme Jane Stinson: Oui, d'accord. Merci.

Nous apprenons, en travaillant avec les femmes des communautés du Nord, que la communication à distance leur pose également des difficultés. Elles nous ont fait clairement comprendre, au cours de nos recherches, que le travail par Internet, les webinaires et les appels conférence, etc. n'ont pas la même valeur que les communications face-à-face. Je suis d'accord pour dire que l'éducation à distance est utile et même qu'il serait possible d'envoyer plus d'étudiants à un endroit comme Thompson pour élargir ce programme, mais si vous êtes au Labrador, vous avez besoin d'un établissement qui...

Mme Joyce Bateman: Vos recherches ont-elles...

La présidente: Désolée, mais votre temps est écoulé.

Mme Joyce Bateman: Très bien.

C'est un sujet fascinant. Je vous remercie de nous ouvrir de nouveaux horizons.

La présidente: Merci.

C'est au tour de Mme Freeman qui dispose de sept minutes, s'il vous plaît.

Mme Mylène Freeman (Argenteuil—Papineau—Mirabel, NPD): Merci, madame la présidente.

Je remercie nos témoins de s'être jointes à nous.

Mes questions s'adressent à Mme Stinson et à l'ICREF.

Je pense que la recherche et la défense des intérêts sont essentielles pour parvenir à l'égalité des femmes au Canada. Étant donné que, selon votre site Web, vous êtes, et je cite: « la seule organisation de femmes au Canada privilégiant exclusivement le développement de la recherche féministe et sa diffusion à des fins d'éducation et de défense de droits », vous êtes bien placée, je pense, pour décrire au comité les liens directs entre la recherche féministe et la défense des droits et l'égalité des femmes.

Pourriez-vous nous expliquer brièvement pourquoi les femmes canadiennes ont besoin que l'on défende énergiquement leurs droits et qu'on fasse des recherches solides pour les représenter dans le contexte politique afin que les élus comme nous puissent prendre les bonnes décisions pour assurer l'égalité des femmes?

• (1600)

Mme Jane Stinson: Certainement. Je pense que la recherche est vraiment importante pour permettre de présenter des renseignements nouveaux, des faits, des nouvelles découvertes et des données nouvelles. C'est parfois sous la forme de données quantitatives ou parfois sous la forme d'histoires de jeunes femmes comme Brigitte ou d'autres.

L'ICREF fait depuis longtemps des recherches sur les questions touchant les femmes. Par exemple, il y a des années, nous avons réalisé un projet intitulé « L'image corporelle » dans le cadre duquel des jeunes femmes devaient relater, par écrit et de vive voix, ce que leur corps et leur image corporelle représentaient pour elles en tant que jeunes femmes. Cela fait partie d'un processus; je pense à leur transformation, leur prise de conscience et au changement. Pour l'ICREF, qui s'était associée à *Chatelaine*, c'était également une façon de défendre les intérêts des femmes. C'était pour dire qu'il y

avait un problème et qu'il y avait des choses à faire. L'une d'elles est que notre société doit commencer à en parler et qu'il y a des mesures à prendre.

C'est un exemple de ce que l'ICREF a fait pour les jeunes femmes, mais de façon générale, je pense qu'il est simplement très important de faire des recherches, de présenter des données nouvelles, de présenter des points de vue, de souligner ce qui ne va pas...

Mme Mylène Freeman: Exactement.

Mme Jane Stinson: ... et ce qui peut fonctionner mieux, et de pouvoir préconiser d'autres solutions, des choses qui amélioreront la situation comme le comité cherche à le faire pour les jeunes femmes.

Mme Mylène Freeman: En effet, il est évident que toutes les recherches nécessaires au sujet de l'égalité des femmes n'ont pas encore été faites. Autrement, nous serions égales, n'est-ce pas? Je pense qu'il reste encore beaucoup à faire.

Pensez-vous que la recherche est importante pour que nous puissions améliorer les perspectives économiques des femmes? Le fait que Condition féminine Canada ne finance pas la recherche et la défense des droits va-t-il avoir des conséquences? Pourriez-vous nous en parler un peu?

Mme Jane Stinson: Je pense que cela a des conséquences. Cela en a certainement eu pour l'ICREF. Nous avons connu, et nous connaissons encore, des années très difficiles suite aux changements apportés aux critères de financement de Condition féminine Canada. Nous avons de la chance d'obtenir un financement du CRSH pour pouvoir poursuivre une partie de notre travail dans ce domaine. Nous pensons toutefois que Condition féminine Canada devrait recommencer à financer la recherche et la protection des droits. Cela devrait faire partie de son mandat.

Il y a toutefois de nombreux organismes, des organismes de femmes qui n'ont pas, comme l'ICREF, l'avantage de disposer d'un réseau de chercheurs qui peuvent encore faire une recherche utile et certainement défendre les droits des femmes et qui ont besoin du financement de Condition féminine Canada.

Mme Mylène Freeman: Avez-vous obtenu un financement, par le passé, du fonds de recherche indépendant dont disposait Condition féminine Canada?

Mme Jane Stinson: Je ne sais pas exactement ce qu'il en était au début, mais je sais que le financement de Condition féminine Canada a eu une incidence très importante sur la création de l'ICREF et sa force initiale. Comme bien d'autres organismes féministes bilingues nationaux, l'ICREF a commencé grâce à Condition féminine Canada. Nous avons également obtenu un financement d'autres sources au cours des années, y compris de particuliers et d'institutions.

Mme Mylène Freeman: Bien sûr. Il est important que le gouvernement participe, mais nous comprenons tous que d'autres partenaires jouent un rôle.

Pourriez-vous parler un peu de ce qu'il est advenu de l'ICREF lorsque Condition féminine a commencé à réduire son financement, en 2006?

Mme Jane Stinson: Nous avons connu une période très difficile. Nous avons dû congédier notre directrice exécutive qui travaillait à temps plein. Notre personnel est passé de cinq à deux employées à temps partiel. La situation a donc été vraiment difficile. Le conseil d'administration a dû faire des efforts et des bénévoles ont dû essayer de gérer l'organisation. Nous avons cherché à trouver d'autres sources de revenus et, comme nous l'avons fait avec un certain succès, nous avons commencé à nous reconstruire.

Néanmoins, nous sommes loin d'avoir la vigueur que nous avions lorsque j'étais membre du conseil d'administration, il y a une dizaine d'années.

Mme Mylène Freeman: Cela a donc largement influé sur votre capacité à promouvoir l'égalité des femmes.

Mme Jane Stinson: Absolument. Même maintenant, pour ce projet, nous commençons seulement à obtenir des fonds pour faire de la recherche sur les femmes dans le Nord.

Cela fait longtemps que nous voulions mettre à jour les fiches de renseignements, par exemple sur la violence faite aux femmes ou sur les familles immigrantes ou réfugiées. Récemment, nous avons pu obtenir des ressources pour le faire. Mais cela retarde certainement notre programme de recherche.

Mme Mylène Freeman: Que devrait faire Condition féminine Canada, selon vous, pour améliorer les perspectives économiques des femmes? Je sais que la recherche est sans doute un des éléments, comme nous en avons parlé. Mais que pourrions-nous faire d'autre? Quelle est la chose la plus importante que nous devrions faire pour que les filles puissent compter sur l'égalité à l'avenir?

• (1605)

Mme Jane Stinson: La chose la plus importante? C'est toujours difficile à dire.

Mme Mylène Freeman: Mais surtout, quelles sont les premières mesures à prendre?

Mme Jane Stinson: En ce qui concerne Condition féminine Canada, je pense qu'il est important que le ministère continue de financer la recherche et la défense des droits et qu'il finance également les organismes nationaux de femmes ou les organismes de femmes.

Condition féminine Canada a continué à distribuer beaucoup d'argent. Le ministère a fourni un service communautaire de première ligne pour un bon nombre d'organismes communautaires. Nous pensons donc qu'il serait important qu'il fasse de nouveau du financement des organismes de femmes et des organismes féministes sa principale mission.

Brigitte en a souligné l'importance et la façon dont ces organismes contribuent au leadership des femmes, à leur croissance et à leur développement.

Mme Mylène Freeman: Exactement. Par conséquent, peut-être pas en principe, mais en pratique, le mandat de Condition féminine Canada a changé, surtout dans la façon dont il accorde son financement.

Mme Jane Stinson: Absolument.

Mme Mylène Freeman: Comment avez-vous pu reprendre pied et chercher d'autres sources de financement? Je sais que vous financez maintenant davantage de projets communautaires. Est-ce pour vous adapter à la façon dont Condition féminine Canada accorde maintenant son financement?

Mme Jane Stinson: Non. Cela fait longtemps que l'ICREF travaille avec des partenaires communautaires et fait le pont entre le monde universitaire et la collectivité. Nous avons cherché à obtenir un financement du CRSH et nous avons un certain succès.

Mme Mylène Freeman: Et ce n'est pas vraiment coûteux en soi.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous passons à Mme James, pour sept minutes, s'il vous plaît.

Mme Roxanne James (Scarborough-Centre, PCC): Merci beaucoup, madame la présidente.

Je remercie notre groupe d'invitées d'aujourd'hui.

Madame Crooks, dans votre discours, vous avez parlé d'une somme de 65 millions de dollars. Avez-vous dit qu'il s'agissait du financement que vous avez reçu des particuliers et des sociétés?

Mme Claire Crooks: Oui. L'année dernière, Condition féminine Canada a financé un projet que la Fondation canadienne des femmes a réalisé, mais généralement, nous ne cherchons pas à obtenir de l'argent du gouvernement, mais plutôt des donateurs privés et des sociétés.

Mme Roxanne James: Quels genres d'organismes ou de commanditaires s'intéressent aux questions dont vous vous occupez?

Mme Claire Crooks: Qui fait partie de nos principales sources de financement? La liste est très vaste. Nous avons un groupe formidable de bénévoles aux quatre coins du pays. Un de nos principaux partenaires a été Rogers Media, *Chatelaine* et leurs différentes ramifications. Il y a une série de banques et de groupes différents. Nous avons des gens très compétents dans le domaine de la collecte de fonds qui travaillent avec des partenaires pour organiser des événements ou diverses activités. La majeure partie de notre argent vient des particuliers.

Mme Roxanne James: Il vient donc des particuliers.

Mme Claire Crooks: Oui, des particuliers.

Mme Roxanne James: Et du secteur privé aussi?

Mme Claire Crooks: Oui. Une de nos campagnes s'intitulait « Les femmes s'entraident » et nous avons trouvé, dans l'ensemble du pays, 2 500 femmes prêtes à donner 2 500 \$ sur cinq ans pour aider une autre femme et sa famille à sortir de la pauvreté.

Il y a donc diverses campagnes.

Mme Roxanne James: Merci, madame Crooks.

J'ai seulement une brève question pour l'ICREF. J'entends une de nos témoins d'aujourd'hui dire que son organisme a pu lever 65 millions de dollars auprès des particuliers et du secteur privé. Je voudrais savoir si votre organisme a également essayé de le faire pour financer les domaines dans lesquels vous dites manquer de ressources.

Mme Jane Stinson: Oui, certainement, mais nous sommes loin d'avoir eu le même succès. C'est peut-être à cause d'une orientation différente...

Mme Roxanne James: Savez-vous pourquoi vous n'avez pas réussi? Est-ce les sujets dont vous traitez ou est-ce...?

Mme Jane Stinson: C'est en partie, je crois, parce que nous mettons beaucoup l'accent sur les questions concernant la pauvreté chez les femmes et les femmes marginalisées et que notre communauté n'a pas les moyens de donner autant d'argent.

Mme Roxanne James: Merci.

Madame Crooks, dans votre discours, vous avez parlé de « facteurs de protection » pour les filles de 9 à 13 ans pour qu'elles deviennent des adultes productives. Je ne vois pas exactement ce que vous voulez dire par « facteurs de protection ». De quoi parlez-vous exactement?

Mme Claire Crooks: Certainement.

En fait, je voudrais préciser une chose que j'ai dite tout à l'heure. Je n'ai certainement pas eu accès à 65 millions de dollars pour financer mes recherches. Il me semble plutôt injuste de comparer la Fondation canadienne des femmes avec un organisme de recherche, car...

Mme Roxanne James: Non, madame Crooks — désolée de vous interrompre — je ne faisais pas cette comparaison. Je me demande seulement pourquoi votre organisme a réussi et quels sont les obstacles qui se sont dressés devant les autres.

• (1610)

Mme Claire Crooks: Très bien. D'accord.

Mme Roxanne James: Pour revenir à ma question, quand vous parlez de « facteurs de protection », qu'entendez-vous par là?

Mme Claire Crooks: Les facteurs de protection sont le contraire des facteurs de risque. Ce que cela signifie pour un chercheur c'est que si vous examinez deux groupes d'adolescentes qui ont eu des résultats différents — soit des adolescentes qui ont réussi à l'école et d'autres qui ont eu de mauvais résultats — vous pouvez identifier des facteurs de risque. Les facteurs de protection représentent le contraire, et les choses qui jouent un rôle important même si elles vivent dans la pauvreté, même si elles connaissent la violence.

Dans mes propres recherches auprès des adolescentes...

Mme Roxanne James: Désolée, mais je voudrais vous poser une autre question.

Au cours d'une séance précédente, un autre témoin nous a dit qu'à compter d'un certain âge, les adolescentes préfèrent qu'on les traite de stupides, plutôt que de laides, je crois. Je ne suis pas certaine que ce soit exactement...

Une voix: N'était-ce pas « grosses »?

Mme Roxanne James: Oui: « grosses ».

Une voix: C'est ce que ressentent également les femmes d'âge mûr.

Mme Roxanne James: J'ai trouvé cela inquiétant.

Dans votre discours, vous avez dit que les filles ont de meilleurs résultats scolaires, mais qu'après avoir atteint l'âge de 9 à 13 ans ou 14 ans, elles ont tendance à se laisser dépasser par les garçons. Il semble y avoir un lien — et j'essaie seulement d'obtenir votre opinion — avec le fait que les filles mûrissent physiquement plus vite que les garçons. Pensez-vous que ce soit relié au fait qu'à un certain âge les filles n'essaient peut-être plus de rivaliser avec les garçons, avec le sexe opposé, particulièrement sur le plan scolaire et le reste...?

Je n'ai plus cet âge depuis longtemps, mais je sais qu'à un certain âge les filles s'intéressent davantage au sexe opposé, aux garçons et aux relations amoureuses. Je voudrais savoir si, à votre avis, c'est relié au fait que les filles commencent à se laisser dépasser par les garçons à cet âge-là.

Je pose la question par simple curiosité.

Mme Claire Crooks: Vous savez, je pense que vous oubliez un élément, à savoir l'hypersexualisation des filles. Si les filles de cet âge-là ne se préoccupent pas de faire leurs devoirs de math, ce n'est pas parce qu'elles veulent être jolies pour un garçon. C'est sous l'effet des énormes pressions exercées par une publicité diffusée à coup de milliards qui leur dit qu'il faut paraître et se comporter d'une certaine façon. C'est beaucoup plus sexualisé qu'avant.

Voilà pourquoi je dis qu'il ne s'agit pas seulement d'être jolie; ces messages sèment la confusion dans l'esprit des filles de 9, 10 et 11 ans. Pourquoi leur vendons-nous de la lingerie? Pourquoi les fillettes de 9 ans peuvent-elles acheter des soutiens-gorge pigeonnants? Quelle image leur propose-t-on? Ce n'est pas qu'elles s'intéressent au sexe opposé, mais qu'elles sont bombardées de messages qui ne leur laissent pas beaucoup de temps pour s'intéresser à autre chose et se développer.

Mme Roxanne James: Merci.

Récemment, Condition féminine Canada a lancé un appel de propositions concernant les filles et les jeunes femmes des communautés rurales et éloignées. Je voudrais savoir si, à votre avis, il y a une nette différence entre les obstacles qui se dressent devant les filles des régions éloignées ou rurales et celles qui vivent dans les villes.

Encore une fois, cette étude se fonde sur les perspectives économiques des jeunes filles.

Mme Claire Crooks: Absolument. Dans le cadre de mes recherches, je participe à ce qu'on appelle le programme Fourth R qui a élaboré des programmes de prévention dans 2 000 écoles du pays. J'ai également une subvention de Stratégie d'innovation de l'Agence de la santé publique du Canada pour travailler particulièrement dans les communautés des Territoires du Nord-Ouest et j'ai donc pu passer un certain temps à Yellowknife et à Behchoko où j'ai pu constater à quel point les obstacles sont différents. La pauvreté est certainement un obstacle énorme. Dans certaines de ces communautés, le taux d'agression sexuelle dont les filles sont victimes est beaucoup plus élevé que la norme nationale. On constate également certains des problèmes dont les autres témoins ont parlé aujourd'hui. Par exemple, quand vous prenez la décision de quitter votre communauté à un certain âge pour poursuivre vos études, cela vous pose évidemment de grosses difficultés. Bien entendu, il y a aussi la question des perspectives économiques en général.

Mme Roxanne James: J'ai seulement une...

La présidente: Non, désolée. Merci.

Mme Roxanne James: C'est terminé. D'accord.

Merci beaucoup.

La présidente: Madame Sgro, allez-y pour sept minutes, s'il vous plaît.

L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.): Merci beaucoup.

Je vous remercie toutes pour votre participation. Vos deux organismes nous ont fourni de précieux renseignements.

Je voudrais donner à Mme Ginn la possibilité de parler un peu.

La jeune et belle femme que vous êtes a certainement eu sa part de difficultés. Comment envisagez-vous les cinq prochaines années en ce qui concerne les obstacles auxquels vous êtes confrontée aujourd'hui?

Mme Brigitte Ginn: Il y a certainement le problème de l'endettement. Il y a la dette d'études. C'est un énorme obstacle pour moi. Il y a aussi le taux de chômage chez les jeunes femmes ainsi que les réductions dans les services publics dont j'ai parlé.

Je viens d'être diplômée dans deux programmes de spécialisation, en études des femmes et en études autochtones si bien que ces réductions dans les services limitent mes possibilités d'emploi dans mon domaine. Pour le moment, j'envisage de reprendre mes études pour obtenir un autre diplôme dans l'espoir que cela m'aidera à trouver un emploi dans mon domaine.

Quel est l'avenir que j'envisage pour les cinq prochaines années? Je vais probablement continuer à travailler bénévolement à l'ICREF, car je comprends absolument l'importance de la recherche. Pour être plus précise...

•(1615)

L'hon. Judy Sgro: J'espère que vous continuerez à travailler à l'ICREF, car il semble que ce soit un excellent organisme...

Mme Brigitte Ginn: En effet.

L'hon. Judy Sgro: ... qui a besoin de l'aide de nombreux bénévoles.

D'après ce que vous dites, compte tenu de votre domaine d'études, dans quel secteur pensiez-vous trouver un emploi? Pensiez-vous trouver un emploi au gouvernement parce que vous aviez étudié dans ces domaines?

Mme Brigitte Ginn: J'espérais travailler dans des refuges ou des organismes de recherche ayant pour but d'améliorer la vie des femmes. C'est ce que j'espérais. Néanmoins, comme je l'ai mentionné, les coupes dans les services publics touchent un grand nombre d'organismes de femmes ou plus précisément, d'organismes féministes.

L'hon. Judy Sgro: Merci.

Madame Stinson, avez-vous fait des recherches au sujet du genre d'obstacles qui se posent pour les femmes sur le plan de l'application de la loi?

Mme Jane Stinson: Malheureusement pas. L'ICREF en a peut-être fait au cours de son histoire, mais je ne suis pas au courant.

L'hon. Judy Sgro: Avez-vous fait des recherches sur la culture qui règne au sein de ces organisations? Vous n'avez fait aucune recherche dans ces domaines?

Mme Jane Stinson: Pas personnellement.

L'hon. Judy Sgro: Très bien. Vous avez dit que la question du logement et des services de garde d'enfants posait un problème important. Il y a toute la question des besoins sociaux. Pouvez-vous nous parler un peu plus des besoins sociaux qui empêchent les femmes de progresser?

Mme Jane Stinson: C'est ce que nous appelons l'infrastructure sociale. Le gouvernement fédéral a beaucoup investi, récemment, dans l'infrastructure, mais c'est surtout dans les routes, les ponts, le genre d'infrastructure qu'on construit avec des briques et du mortier. Nous voulons attirer l'attention sur l'infrastructure sociale. Elle est tout aussi importante.

J'ai récemment centré mon attention sur le développement économique dans le Nord. Nous voyons le gouvernement investir beaucoup pour aider les entreprises à exploiter les ressources dans le Nord et développer le Nord, mais nous ne constatons pas l'investissement qu'il est également nécessaire de faire dans l'infrastructure sociale. Nous voyons donc apparaître de très graves problèmes.

Par l'entremise de notre partenaire local, le Mokami Status of Women Centre, de Happy Valley—Goose Bay, nous avons participé aux audiences d'évaluation environnementale concernant le projet de barrage du bas Churchill. Nalcor, une grande société d'État de Terre-Neuve-et-Labrador qui dirige ce projet, a prétendu devant la commission d'évaluation environnementale qu'il n'y aurait aucun impact social sur la communauté de Happy Valley—Goose Bay suite à ce projet de développement économique. Nous avons été très étonnées d'entendre cela, de même aussi, je pense, que la commission d'évaluation environnementale. On ne se rend pas compte de ce que peuvent être les effets du développement économique, surtout dans les communautés du Nord. Par conséquent, il faut investir dans l'infrastructure sociale autant que dans

toute autre forme d'infrastructure lorsqu'on parle de développement économique.

L'hon. Judy Sgro: Très rapidement, où en est le programme FemNorthNet? Où en est cette initiative?

Mme Jane Stinson: Nous commençons la troisième année d'un projet de cinq ans et cela devient très intéressant et très passionnant. Nous commençons à obtenir des résultats intéressants. Nous commençons aussi à travailler avec les femmes des communautés et à les amener à prendre conscience de leurs difficultés et à les résoudre. Nous développons également leur leadership.

L'hon. Judy Sgro: Merci.

Madame Crooks, un bon nombre d'entre nous, ou je parle peut-être pour moi, représentent des régions où les besoins sont très grands. Dans ma région, il y a de jeunes femmes qui ont de très gros besoins. J'en vois beaucoup qui, à l'âge de 9 ou 10 ans, se livrent à des activités qui, de toute évidence, les conduisent dans la mauvaise voie.

J'applaudis le travail que fait votre organisme et j'aimerais que vous me disiez comment vous rejoignez certaines de ces jeunes femmes et communautés marginalisées.

•(1620)

Mme Claire Crooks: Le rôle que la Fondation canadienne des femmes est en mesure de bien jouer consiste à lever des fonds et à trouver des programmes. Ce sont les partenaires et les programmes de la communauté qui se chargent du travail.

Pour revenir sur l'exemple du programme de Fort McMurray pour les filles, comme l'a dit Mme Stinson, le développement économique a eu de profondes répercussions à Fort McMurray où des fillettes de 9, 10 et 11 ans finissent par être exploitées sexuellement par des hommes qui travaillent dans la communauté, qui sont seulement de passage et qui ont de l'argent. La communauté a reconnu ce problème.

Il s'agit donc de travailler par l'entremise des personnes qui ont déjà des liens avec une communauté. Le succès repose en grande partie sur un partenaire local solide. Un groupe de l'extérieur ne peut pas venir dire aux gens quels programmes mettre en place. Pour nos programmes avec les adolescentes des premières nations, nous travaillons surtout grâce aux relations déjà existantes, avec des gens qui ont déjà des liens avec la communauté, qui ont l'autorité traditionnelle et morale que l'on recherche, je pense, dans la communauté, au lieu d'intervenir en tant que pouvoir économique.

L'hon. Judy Sgro: Votre organisme travaille-t-il avec les médias en communiquant avec eux au sujet des images féminines que nous voyons continuellement et qui sont de si mauvais exemples lorsque vous essayez de donner aux jeunes femmes la possibilité d'avancer? Il suffit de regarder la télévision pendant une minute; elles sont exploitées partout.

Mme Claire Crooks: Oui, nous travaillons beaucoup sur ce plan-là.

Pour revenir sur la question soulevée tout à l'heure au sujet du rôle de la recherche féministe, j'ajouterais aux remarques de Mme Stinson, que j'ai trouvées excellentes, que bien des gens ne comprennent pas que la recherche, surtout la recherche quantitative, ne consiste pas seulement à établir quels sont les chiffres, un peu comme une fouille archéologique. Chaque aspect de la recherche, quantitative ou autre, que ce soit la façon dont les questions sont formulées, les questions qui ne sont pas posées ou les voix qui sont entendues, est déterminé par la perspective du chercheur.

Lorsque nous parlons de ce genre d'effets et de questions, c'est le milieu de la recherche féministe qui a contribué à les présenter sous un angle différent et je suis donc absolument d'accord pour dire qu'il est absolument nécessaire que Condition féminine Canada joue de nouveau ce rôle.

La présidente: Merci infiniment, madame Crooks. Nous comprenons cela.

Nous passons maintenant à Mme Young, qui dispose de cinq minutes.

Mme Wai Young (Vancouver-Sud, PCC): Merci.

Je voudrais toutes vous féliciter pour le travail que vous accomplissez. Il est très utile et très important pour le Canada, bien entendu, et extrêmement important pour l'avenir de notre pays. Je voulais simplement commencer par le dire.

Je tiens à mentionner que j'ai été mère nourricière pendant 18 ans et que j'ai élevé sept enfants chez moi, dans le centre-est de Vancouver, sept enfants provenant des camps de réfugiés à l'étranger, etc. Par conséquent, pour ce qui est de travailler auprès des adolescents et des jeunes, comme j'ai également été conseillère auprès des jeunes Autochtones dans le centre-est de Vancouver, je connais bien ces questions. Je suis aussi une belle-mère et la mère de jumeaux de 14 ans.

J'ai donc vécu cela personnellement en élevant des enfants et aussi professionnellement — je suis sociologue et j'ai élaboré des programmes, etc., dans ce domaine — de même qu'en siégeant au conseil d'administration du YWCA et en aidant à établir le programme de petits-déjeuners le plus ancien du pays, dans le quartier centre-est.

Je dis tout cela pour situer le contexte de mes questions auxquelles vous trouverez peut-être un peu difficile de répondre. Je ne cherche pas à vous compliquer la tâche, mais je voudrais vous pousser un peu en raison de votre expertise dans ce domaine. Bien entendu, nous sommes ici pour essayer d'obtenir de vous le maximum de renseignements et d'idées. Je veux donc simplement situer le contexte.

Premièrement, le Resilience Research Centre, à Halifax, a fait un travail formidable et je me demande si vous en avez entendu parler, madame Crooks. D'autre part, quels genres d'études ont établi un lien entre les jeunes filles et le Resilience Centre et comment pouvons-nous intégrer ce genre de recherche dans les programmes?

Mme Claire Crooks: Oui, bien sûr, je suis au courant des travaux que M. Ungar a faits dans ce centre. En réalité, nous parlons d'à peu près la même chose à savoir que les facteurs de protection conduisent à des résultats sur le plan de la résilience. Je pense qu'il y a des atouts ou des facteurs de résilience ou des facteurs de protection — peu importe le nom que vous leur donnez — qui opèrent à différents niveaux. Par conséquent, il y a des choses que l'on peut faire au niveau des filles et ensuite, la résilience est absolument nécessaire pour assurer un environnement protecteur. Nous devons donc travailler avec les écoles et les communautés, y compris avec les médias comme votre collègue en a parlé. Nous ne pouvons pas travailler seulement avec les filles si c'est dans un système qui ne les valorise pas, qui les bombarde de messages sexualisés ou dans lequel elles sont victimes d'énormément de violence simplement parce qu'elles sont des filles. Nous devons travailler à tous ces niveaux, car c'est de là que vient la résilience.

•(1625)

Mme Wai Young: Par conséquent, vous dites que cela fait partie de tous vos programmes?

Mme Claire Crooks: La Fondation canadienne des femmes est déterminée à adopter des pratiques fondées sur la recherche et c'est pourquoi, lorsqu'elle a lancé le Fonds pour les filles, elle a embauché des chercheurs pour examiner les études comme celle qui a été réalisée au Resilience Research Centre et voir quels sont les facteurs importants.

Ces facteurs sont l'aptitude au leadership, une forte pensée critique... Ce sont tous les facteurs de résilience que la recherche a permis de mettre en lumière et de démontrer. Mes propres recherches auprès des adolescentes des Premières nations ont été centrées sur les liens culturels. C'est un domaine de recherche plus récent, mais son importance commence à être mieux établie. C'est dans ce domaine que je fais des recherches.

Par conséquent, lorsque nous répondons à une demande de fonds, c'est en fonction de pratiques exemplaires. Nous posons des questions quant à savoir comment on obtiendra la participation des parents, comment on appliquera les pratiques exemplaires reconnues et c'est ainsi que nous évaluons les centaines de demandes de financement que nous recevons.

Mme Wai Young: Étant donné l'importance de la formation par l'exemple, surtout pour les jeunes enfants, avez-vous fait des études pour établir la corrélation avec la norme moyenne? Par exemple, au Canada, nous avons un taux de divorce de 50 p. 100, des familles reconstituées, etc. Avez-vous établi quel impact cela a sur les jeunes et ce qu'ils font?

Mme Claire Crooks: L'autre domaine dans lequel je fais des recherches est celui de la violence familiale, et surtout le lien avec la garde des enfants et le divorce. Par conséquent, si vous prenez les recherches — et cela me ramène à ce que j'ai dit à propos de la construction sociale — vous pouvez voir que le divorce semble être mauvais pour les enfants et conclure qu'il faudrait essayer de réduire le taux de divorce. Si vous commencez à disséquer les résultats et à voir le rôle que joue la pauvreté dans les familles monoparentales, le rôle des conflits et de la violence familiale, vous voyez que ce n'est pas le divorce comme tel. C'est discutable, mais d'après moi, ce n'est pas le divorce, mais tous ces autres éléments. Lorsqu'un divorce ne plonge pas tout le monde dans une pauvreté abjecte et lorsque les enfants sont à l'abri de la violence, ils ont moins tendance à ressentir tous ces effets.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Brosseau, pour cinq minutes, s'il vous plaît.

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Merci beaucoup.

J'apprécie vraiment votre participation ainsi que les renseignements et les histoires personnelles dont vous nous avez fait part. Ils sont très importants.

Comme je n'ai que cinq minutes, mes questions seront brèves.

Nous savons que Condition féminine Canada a maintenu son financement. C'est une bonne chose, mais elle a plus ou moins modifié la façon dont elle l'accorde. Le Canada a déjà été à l'avant-garde en ce qui concerne les droits des femmes et la situation des femmes au Canada. La situation s'est dégradée depuis plusieurs années. Je pense qu'il faut vraiment cerner les causes profondes qui peuvent être la pauvreté, le manque de garderies, l'éducation et le logement.

Qu'est-ce que le gouvernement fédéral pourrait faire bientôt? Quelles mesures concrètes pouvons-nous prendre pour améliorer la vie des femmes? Faut-il agir sur le plan de la recherche, de l'analyse différenciée selon les sexes, de la parité salariale? Je vous demande à toutes les deux de répondre rapidement.

Merci.

Mme Jane Stinson: Nous avons essayé d'attirer l'attention sur un certain nombre de choses.

La recherche demeure importante. Nous sommes certainement pour la parité salariale et je pense que le gouvernement fédéral a les moyens d'agir directement. Brigitte a souligné l'importance de ne pas avoir un budget d'austérité, mais de continuer plutôt à investir dans les services publics et les emplois du secteur public. Nous avons parlé des garderies, de l'éducation postsecondaire, du rétablissement du rôle du gouvernement dans le domaine du logement pour faire en sorte qu'il y ait des logements abordables et de la collaboration avec les provinces, surtout à l'égard des programmes sociaux et des services sociaux. C'est une responsabilité partagée. Les transferts fédéraux aux provinces sont vraiment importants, mais il faudrait peut-être aussi que le gouvernement élabore des programmes novateurs pour répondre à ces besoins.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Claire Crooks, avez-vous une solution, des mesures concrètes à nous proposer?

Mme Claire Crooks: Certainement. J'ai apprécié ce qu'a dit Mme Stinson, à savoir que lorsque nous analysons les possibilités, les décisions ou les politiques, ce ne doit pas être sur des bases purement économiques. Qu'il s'agisse du développement à Goose Bay ou d'une toute nouvelle stratégie politique, il faut accorder autant d'importance aux impacts sociaux qu'aux impacts économiques et bien se rendre compte que si l'on ne tient pas compte des impacts sociaux, cela finit généralement par avoir des conséquences à long terme très négatives et très coûteuses.

Par exemple, je sais que les loteries ne relèvent pas du gouvernement fédéral, mais on peut dire que l'ouverture d'un bingo, d'une loterie ou d'une piste de course supplémentaire apportera de l'argent à la communauté, ce qui semble une excellente chose. Ensuite, il faut analyser ce que cela coûte sur le plan de l'augmentation des dépendances et des problèmes au niveau de la surveillance des enfants.

Cela dépend de là où votre analyse commence et se termine. J'estime qu'il faudrait étudier le pour et le contre de chaque décision politique de ce genre.

• (1630)

Mme Ruth Ellen Brosseau: Très bien. Je vais céder la parole à Marjolaine, car nous partageons nos cinq minutes.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Merci.

Merci, mesdames. Je vous félicite pour tout ce que vous faites. C'est vraiment extraordinaire.

Madame Crooks, sur votre site Web, vous dites ceci: « Une plus grande égalité entre les sexes entraîne une amélioration des conditions économiques et sociales pour l'ensemble des membres de la société. »

Pouvez-vous nous donner plus de détails à ce sujet et nous dire si, à votre avis, l'égalité des sexes est atteinte?

[Traduction]

Mme Claire Crooks: Premièrement, je répondrais non à la deuxième partie de la question. C'est facile. Si vous examinez la parité salariale — beaucoup de gens en ont parlé mieux que moi — non.

Étant donné que les femmes sont toujours au cœur de leur famille et de leur communauté, lorsque vous améliorez leurs perspectives économiques et sociales, elles améliorent également celles de leur famille, de leur partenaire et de leurs enfants. Voilà pourquoi le financement ou les programmes pour les femmes ne servent pas seulement les intérêts des femmes; ils améliorent les perspectives de toute la communauté.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Merci.

Madame Stinson, on a parlé plus tôt d'obstacles à l'éducation des jeunes femmes dans le Nord, mais ce problème existe aussi dans le Sud. D'après vous, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour contribuer à régler ce problème?

[Traduction]

Mme Brigitte Ginn: D'accord.

Certains des obstacles les plus évidents sont le fait d'être une mère célibataire, les frais de scolarité élevés qui, bien entendu, peuvent inciter des gens à ne pas aller à l'université. D'autre part, de nombreuses universités ne sont pas sensibles aux particularités culturelles. Jane en a un peu parlé dans le contexte du Nord sur le plan de la langue et le fait qu'on n'honore pas beaucoup la culture ou les traditions, et je parle surtout des Autochtones.

La présidente: Je suis vraiment désolée, mais nous arrivons à la fin.

Je tiens à vous remercier infiniment, madame Crooks, madame Stinson et madame Ginn. C'était un plaisir de vous avoir avec nous aujourd'hui. Merci beaucoup pour les renseignements que vous nous avez fournis. Ils nous seront très précieux pour notre étude.

Je vais suspendre brièvement la séance afin que nos invitées puissent nous quitter et que nous puissions passer à la deuxième partie de notre étude de cet après-midi.

Merci.

[La séance se poursuit à huis clos.]

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>